

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies,	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	30 fr.
Etranger } Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 13 septembre — Loi relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques des territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies, des communes et établissements publics aux colonies. (*Arrêté de promulgation n° 479 du 22 novembre 1940*). 523
- 11 octobre — Loi rendant applicable aux territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies la loi du 13 septembre 1940 relative à l'obligation d'emploi des démobilisés. (*Arrêté de promulgation n° 478 du 22 novembre 1940*). 524

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1940

- 19 novembre — N° 475 — Arrêté réglementant la consommation d'essence. 525
- 21 novembre — N° 476 — Arrêté créant au Togo une brigade de contrôle des stocks et de surveillance des prix. 526
- 21 novembre — N° 1.916 — Circulaire relative à la limite d'âge scolaire et aux actes de notoriété. 527
- 22 novembre — N° 697 bis — Décision nommant une commission mixte chargée du contrôle du recensement des stocks de produits provenant des anciennes récoltes. 527
- 23 novembre — N° 698 — Décision modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité. 528
- 23 novembre — N° 480 Arrêté portant à nouveau règlement sur la comptabilité-matières à tenir dans les cercles et subdivisions. 528
- 24 novembre — N° 481 — Arrêté modifiant le paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté n° 305 du 1^{er} juin 1938 relatif au personnel des cadres locaux indigènes du Togo. 531

- 27 novembre — N° 502 — Arrêté portant modification à l'article 2 de l'arrêté n° 705 du 27 décembre 1939 concernant le magasin des approvisionnements généraux. 532
- Nominations, mutations, etc... concernant le personnel. 532
- Divers. 533

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

1940

- 5 octobre — Loi fixant le régime normal des engagements et rengagements des Français. 533

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

- Domaines. 535
- Avis de vente. 536

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Accès aux emplois dans les administrations publiques

ARRETE N° 479 promulguant au Togo la loi du 13 septembre 1940 relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques des territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies, des communes et établissements publics aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;
Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;
Vu la loi du 13 septembre 1940;

Vu les instructions en date du 14 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 13 septembre 1940 relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques des territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies, des communes et établissements publics aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut être employé dans les administrations publiques des territoires relevant du ministère des colonies, des communes et établissements publics aux colonies, s'il ne possède la nationalité française, à titre originaire, comme étant né de Père Français.

Cette condition n'est pas exigée :

1^o — des sujets protégés et administrés sous mandat français, pour tous les cadres auxquels ils ont d'ores et déjà accès et ceux auxquels ils sont susceptibles d'accéder;

2^o — de qui sert dans l'armée française à titre étranger;

3^o — de qui a servi dans une unité combattante de l'armée française au cours des guerres de 1914 ou 1939;

4^o — des descendants en ligne directe de ceux qui ont servi dans les conditions prévues au paragraphe 3 ci-dessus;

5^o — des personnes réintégrées de plein droit dans la nationalité française à dater du 11 novembre 1918 lorsqu'elles descendent en ligne paternelle s'il s'agit d'enfants légitimes, et en ligne maternelle s'il s'agit d'enfants naturels, d'un ascendant ayant perdu la nationalité par application du traité franco-allemand du 10 mai 1871 ou lorsqu'elles sont nées en Alsace-Lorraine avant le 11 novembre 1918 de parents inconnus ainsi que des personnes qui auraient eu droit à cette réintégration si elles n'avaient déjà acquis ou revendiqué la nationalité française antérieurement au 11 novembre 1918;

6^o — des enfants nés en France, ou dans les territoires relevant du ministère des colonies, de parents non dénommés ou de mère française et de père inconnu, à condition toutefois qu'ils n'aient pas été postérieurement reconnus ou légitimés par un père étranger;

7^o — des personnes qui, à titre exceptionnel, en seraient dispensées par décret rendu sur avis conforme et motivé de la section compétente du Conseil d'Etat.

ART. 2. — Les fonctionnaires et agents en activité ne remplissant pas cette condition sont réputés démissionnaires de leurs fonctions sous réserve des droits qui leur sont ouverts par le paragraphe suivant :

S'ils ont moins de 15 ans d'ancienneté, ils recevront une indemnité égale au produit, par le nombre d'années de services, du montant mensuel du traitement,

de la solde ou du salaire dont ils bénéficient compte-tenu du supplément colonial, des indemnités de résidence et de charges de famille. L'indemnité ainsi calculée ne pourra être inférieure à celle qu'obtiendrait un agent ayant six années de services.

S'ils ont plus de quinze ans de services ils bénéficieront sans autres conditions et, notamment, sans condition d'âge d'une pension de retraite qui sera, soit une pension d'ancienneté, soit une pension proportionnelle, suivant qu'ils rempliront ou non les conditions d'ancienneté de service exigées par la législation à laquelle ils sont soumis au point de vue des pensions.

ART. 3. — La date à laquelle chacune des personnes visées par l'article 2 de la loi est réputée démissionnaire sera fixée par arrêté du ministre des colonies.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 13 septembre 1940.

Philippe PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux, ministre, secrétaire d'Etat
à la justice,*

Raphaël ALIBERT.

Le ministre, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,

Paul BAUDOUIN.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Charles PLATON.

Emploi des démobilisés

ARRETE N° 478 promulguant au Togo la loi du 11 octobre 1940 rendant applicable aux territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies la loi du 13 septembre 1940 relative à l'obligation d'emploi des démobilisés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 29 avril 1939 étendant aux territoires africains sous mandat français du Togo et du Cameroun, les dispositions du décret du 21 avril 1939 ayant pour objet, de garantir aux hommes rappelés sous les drapeaux la reprise de leur contrat de travail, promulgué au Togo le 8 juin 1939;

Vu la loi du 11 octobre 1940;

Vu les instructions en date du 15 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 11 octobre 1940 rendant applicable aux territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies la loi du 13 septembre 1940, relative à l'obligation d'emploi des démobilisés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 21 avril 1939 ayant pour objet de garantir aux hommes rappelés sous les drapeaux la reprise de leur contrat de travail;

Vu le décret du 29 avril 1939 étendant les dispositions précitées aux territoires africains sous mandat français du Togo et du Cameroun;

Vu la loi du 13 septembre 1940 relative à l'obligation d'emploi des démobilisés;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 13 septembre 1940 relative à l'obligation d'emploi des démobilisés sont déclarées applicables aux territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 octobre 1940.

Philippe PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,

Paul BAUDOUIN.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

LOI relative à l'obligation d'emploi des démobilisés.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 21 avril 1939 ayant pour objet de garantir aux hommes rappelés sous les drapeaux la reprise de leur contrat de travail;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les démobilisés ont droit à la reprise du contrat de travail, prévue par le décret du 21 avril 1939, sauf dans les cas où l'employeur apporte la preuve de l'impossibilité de cette reprise.

ART. 2. — En vue de permettre l'embauchage des démobilisés qui, par suite d'impossibilité, ne pourraient reprendre l'emploi antérieur, les établissements industriels et commerciaux qui occupent régulièrement plus de dix salariés de l'un ou l'autre sexe âgés de plus de dix-huit ans et qui n'auraient pas procédé aux réembauchages prévus au décret du 21 avril 1939 sont tenus d'employer au prorata de leur personnel total une proportion de démobilisés qui sera fixée, soit par catégorie d'employeurs, soit pour chacun d'eux, dans les conditions prévues à l'article 6. Les exploitations agricoles et forestières qui occupent régulièrement plus de quinze salariés sont soumises aux mêmes obligations. Toutefois dans les établissements ou exploitations qui occupent plus de 50 pour cent de main d'œuvre féminine la proportion de démobilisés à occuper sera calculée sur l'effectif personnel masculin exclusivement.

ART. 3. — Tout chef d'exploitation qui n'a pas employé le nombre de démobilisés prescrit par l'article 2 est assujéti à une redevance de 10 frs. par jour et par démobilisé manquant. Toutefois seront exonérés de cette redevance les employeurs qui auront demandé dans les conditions qui seront déterminées par le décret prévu à l'article 6 des démobilisés à l'office public de placement sans avoir pu en obtenir.

ART. 4. — Les infractions à l'article 1^{er} du présent décret sont passibles des pénalités prévues à l'article 3 du décret du 21 avril 1939.

ART. 5. — L'exécution des prescriptions du présent décret sera assurée par les inspecteurs du travail et les officiers de police judiciaire en ce qui concerne les établissements industriels et commerciaux et par les officiers de police judiciaire en ce qui concerne les exploitations agricoles et forestières.

ART. 6. — Un décret contresigné par le ministre, secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, le ministre, secrétaire d'Etat aux finances, le ministre, secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, déterminera les modalités d'application du présent décret, et notamment la procédure de fixation du pourcentage prévu à l'article 2 et les conditions dans lesquelles seront établis les documents nécessaires au recouvrement des redevances prévues à l'article 3.

ART. 7. — Les dispositions du présent décret sont applicables à tous les hommes visés par le décret du 21 avril 1939 à l'exclusion de ceux visés à l'article 10 (1) de ce décret.

ART. 8. — Le présent décret est applicable jusqu'au 31 décembre 1941, une loi ultérieure prolongera s'il y a lieu ce délai pour tenir compte du retour des mobilisés prisonniers.

ART. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 13 septembre 1940.

Philippe PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre, secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail,

René BELIN.

Le ministre, secrétaire d'Etat aux finances,

Yves BOUTHILLIER.

Le ministre, secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,

Pierre CAZIOT.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Charles PLATON.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Carburants

ARRETE No 475 réglementant la consommation d'essence.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté no 629 D. N. du 2 septembre 1939 sur le régime de la conservation, l'utilisation, la cession et le transport des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteur en cas de mobilisation;

Vu la lettre-avon no 272 E.C. du 28 octobre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les autorisations permanentes délivrées en vertu de l'article 6 paragraphe a de l'arrêté n° 629 D. N. du 2 septembre 1939 susvisé sont soumises aux dispositions suivantes :

- a) Les demandes d'autorisation devront indiquer :
 - 1° — les caractéristiques des véhicules ;
 - 2° — les motifs de la demande et la nature des transports ;
 - 3° — les parcours probables à effectuer ;
 - 4° — les quantités d'essence qui seront mensuellement nécessaires.

b) Les demandes seront soumises à l'examen d'une commission composée comme suit :

L'inspecteur des affaires administratives	<i>Président</i>
L'administrateur-maire, commandant le cercle de Lomé,	
Le commandant d'armes de Lomé, représentant de l'Autorité militaire,	
Le chef du service des travaux publics et des mines,	<i>Membres</i>
Le chef du service des échanges commerciaux,	
Le président de la chambre de commerce,	

c) Les autorisations seront accordées par décision du Commissaire de la République après avis de cette commission.

Dans chaque cercle et subdivision, la liste des véhicules admis à circuler devra être tenue constamment à jour. Cette liste comportera le nom et la profession de chaque propriétaire, le numéro d'immatriculation de la voiture et la quantité d'essence autorisée par mois. Cette liste sera visée par l'inspecteur des affaires administratives au cours de ses tournées.

ART. 2. — Les autorisation et bon de transport délivrés en vertu de l'article 5 — paragraphes 1 et 2 — de l'arrêté du 2 septembre précité ne devront en aucun cas être délivrés pour la circulation à l'intérieur des agglomérations ou sur des parcours parallèles aux rails, sauf dérogation expressément accordée par le Commissaire de la République.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter de la date de sa signature sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Contrôle des stocks et surveillance des prix

ARRETE N° 476 créant au Togo une brigade de contrôle des stocks et de surveillance des prix.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 25 août 1937 tendant à prévenir et réprimer toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, promulgué au Togo par arrêté n° 512 du 11 septembre 1937 ;

Vu le décret du 25 avril 1938 modifiant le décret du 25 août 1937, promulgué au Togo par arrêté n° 300 du 1^{er} juin 1938 ;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies ;

Vu l'arrêté n° 345 du 16 juillet 1940 ordonnant la déclaration obligatoire des stocks de matières, objets, produits ou denrées de toutes sortes se trouvant sur le territoire du Togo ;

Vu l'arrêté n° 367 du 5 août 1940 réglementant provisoirement la vente de certains produits et denrées de première nécessité ;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local ;

Vu l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local ;

Vu l'arrêté n° 374 bis du 15 août 1940 portant organisation du contrôle des prix ;

Vu l'arrêté n° 377 du 20 août 1940 modifiant temporairement l'article 2 de l'arrêté n° 367 du 5 août 1940 ;

Vu la décision n° 448 du 20 août 1940 modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité ;

Vu l'arrêté n° 383 du 20 août 1940 complétant la liste des matières, objets, produits et denrées de première nécessité, annexée à l'arrêté n° 345 du 16 juillet 1940 ;

Vu l'arrêté n° 384 du 20 août 1940 autorisant temporairement la réduction des stocks de sécurité de certains combustibles liquides ;

Vu l'arrêté n° 387 du 26 août 1940 promulguant au Togo le décret du 19 août 1940 tendant à prévenir et réprimer toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat ;

Vu l'arrêté n° 409 du 18 septembre 1940 complétant la liste des matières, objets, produits et denrées de première nécessité annexée à l'arrêté n° 345 du 16 juillet 1940 ;

Vu l'arrêté n° 629 D. N. du 2 septembre 1939 sur le régime de la conservation, l'utilisation, la cession et le transport des combustibles liquides et huile de graissage pour moteurs en cas de mobilisation ;

Vu l'arrêté n° 450 du 11 octobre 1940 réglementant la vente des combustibles liquides ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Togo, une brigade mobile de contrôle des stocks et de surveillance des prix chargée de rechercher et constater les infractions à la réglementation actuellement en vigueur en matière de déclaration des stocks, limitation de la vente de certains produits et contrôle des prix.

ART. 2. — Cette brigade est composée d'agents européens assermentés du service de la répression des fraudes, de la douane, de la police et d'agents européens spécialement habilités par arrêté du Commissaire de la République, et assermentés par devant le tribunal de première instance de Lomé.

ART. 3. — Les agents de la brigade mobile de contrôle des stocks et surveillance des prix exerceront leur droit d'investigation dans les mêmes conditions de temps et de lieux que les officiers de police judiciaire.

ART. 4. — Des échantillons des objets, produits, denrées et marchandises mis en vente pourront être prélevés par les agents de la brigade susdite, dans les formes prescrites par l'arrêté n° 608 du 30 octobre 1938, aux fins d'expertise quantitative ou qualitative par le service de la répression des fraudes.

ART. 5. — Le commissaire de police de la ville de Lomé est nommé chef de la brigade de contrôle des stocks et de surveillance des prix et chargé, en

liaison avec le chef du bureau des affaires économiques et le président du comité de surveillance des prix, de la coordination des renseignements et de l'organisation des recherches.

ART. 6. — L'original des procès-verbaux de constat sera transmis au procureur de la République. Une copie sera adressée pour information au Commissaire de la République (bureau des affaires économiques) et au président du comité de surveillance des prix.

ART. 7. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues par la réglementation en vigueur.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Limite d'âge scolaire et actes de notoriété

CIRCULAIRE N° 1916

*A Messieurs les Administrateurs des Colonies,
Commandants de Cercle et de Subdivision
administrative.*

Dans de précédentes instructions n° 1715 en date du 26 octobre 1940, je vous indiquais l'intérêt qui s'attache, dans la question de la détermination de l'âge scolaire, à des rapports suivis avec les représentants des missions.

En vue d'éviter aux élèves des déplacements inutiles, je vous prie, après entente avec les directeurs d'écoles et les missionnaires de votre résidence, d'organiser le plus tôt possible — pour les villages éloignés des centres d'état civil — une tournée qui sera consacrée à recueillir les déclarations et renseignements utiles en vue de l'établissement des actes de notoriété.

Dans le but, toujours, de faciliter la solution de cette question, j'ai décidé, en application des dispositions de l'article 53 de l'arrêté du 30 août 1929, d'exempter du droit de timbre de 6 francs, toutes les expéditions d'actes de notoriété que vous délivrerez dans ces conditions aux élèves, dont la plupart des familles, vous le savez, sont dépourvues de ressources suffisantes. Je vous invite à faire, dans ce but, une très large application de cette mesure.

Par ailleurs, il est évident que la communication éventuelle des livrets de catholicité et des certificats de baptême, n'a de valeur pratique que pour le passé.

En ce qui concerne les nouvelles admissions dans les écoles, la marge d'erreur ou de fraude reste insignifiante du fait que les candidats doivent être âgés de 7 ans; conformément à la réglementation en vigueur.

Dans ce dernier cas, ce n'est donc que lorsque les déclarations des parents vous apparaîtraient manifestement fausses ou erronées, qu'il vous appartiendrait de prendre l'attache des missionnaires.

Lomé, le 21 novembre 1940.

*Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo,*
L. MONTAGNÉ.

Stocks de produits

DECISION N° 697 bis nommant une commission-mixte chargée du contrôle du recensement des stocks de produits provenant des anciennes récoltes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le radiotélégramme n° C. 83 du 10 octobre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu la décision n° 601 du 18 octobre 1940 désignant une commission-mixte chargée d'assurer le contrôle du recensement des stocks de produits détenus par le commerce et provenant des anciennes récoltes;

Vu le radiotélégramme n° C. 119 du 19 novembre du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est désignée comme suit la commission-mixte centrale chargée d'assurer le contrôle du recensement des stocks de produits détenus par le commerce et provenant des anciennes récoltes, ainsi que d'évaluer les prix loco-magasin port embarquement applicables à ces mêmes produits et les forfaits de mise à bord :

M. Moal, administrateur de 3^e classe des colonies, inspecteur des affaires administratives ad hoc

Président

M.M. Sanson, chef du bureau des finances,
Chautard, chef de la section des affaires économiques,

Ambach, agent de la Compagnie française de l'Afrique occidentale, délégué permanent des exportateurs,

Membres

Un représentant des exportateurs pour chaque produit considéré.

Assisteront la commission avec voix délibérative au point de vue technique en ce qui concerne respectivement l'état des magasins loués par l'administration et l'état de conservation des produits :

M. Robert, inspecteur des produits;

M. de Guise René, adjoint technique principal des travaux publics de l'A. O. F.

ART. 2. — Sont désignés comme représentants des exportateurs, pour chacun des produits du cru :

M. Ambach, agent de la Compagnie française de l'Afrique occidentale, pour les oléagineux et le cacao;

M. Curtat, agent de la Société Générale du Golfe de Guinée, pour le coton, le kapok et le tapioca;

M. Trosselly, agent de la S. C. O. A., tous autres produits.

ART. 3. — La présente décision qui abroge la décision n° 601 du 18 octobre 1940 sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Produits et denrées de première nécessité

DECISION N° 698 modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions n° 448 du 20 août 1940 et n° 500 du 9 septembre 1940 modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiées comme suit les limitations de vente mensuelles fixées à l'article 2 de l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 :

Farine de froment	7 tonnes
Sucre	10 —
Riz	12 —
Sel	50 —
Vin	6.000 litres
Savon	1.000 kgs.
Essence auto	60 tonnes
Pétrole	30 —
Mazout	8 —

ART. 2. — La présente décision, qui aura effet à compter du 1^{er} décembre 1940, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Comptabilité-matières

ARRETE N° 480 portant à nouveau règlement sur la comptabilité-matières à tenir dans les cercles et subdivisions.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 16 juin 1927 établissant les règles de la comptabilité-matières dans les cercles;

Vu l'arrêté du 19 juin 1937 réglementant le service automobile dans les cercles;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 relatif à la gestion des troupes administratifs;

ARRETE :**CHAPITRE PREMIER****DISPOSITIONS GÉNÉRALES****DIVISION DE LA COMPTABILITE**

ARTICLE PREMIER. — Il sera tenu dans chacun des postes du Territoire, une comptabilité du matériel, faisant ressortir séparément :

1^o — les approvisionnements en magasins, c'est-à-dire tout ce qui est neuf ou en très bon état et pouvant être utilisé immédiatement;

2^o — le matériel en service comprenant les objets de toute nature confiés à des détenteurs pour les besoins du service ou leur usage personnel tels que les appareils, machines, véhicules, ustensiles, gros outillage de durée, des ateliers et des chantiers mobiliers des hôtels et des bureaux, ouvrages de bibliothèque etc...

ART. 2. — Au point de vue comptable les matières et objets de toute nature sont groupés autant que possible dans l'ordre alphabétique.

ART. 3. — Exceptionnellement des objets différents peuvent être groupés de façon à constituer, sous le nom d'unités collectives, un ensemble déterminé qui figure dès lors dans les comptes en un article unique sous la désignation de cette unité collective.

ART. 4. — Peuvent être groupés en unités collectives :

1^o — Le matériel flottant (embarcations, chalands etc...);

2^o — Les machines, appareils divers;

3^o — Les véhicules automobiles.

Le chef de circonscription peut prescrire pour du matériel autre que celui énuméré ci-dessus la constitution d'autres unités collectives toutes les fois qu'il doit en résulter une simplification dans les écritures.

CHAPITRE II**APPROVISIONNEMENTS EN MAGASIN, MATÉRIEL EN SERVICE
RESPONSABILITÉS — BONS D'ENTRÉE ET DE SORTIE**

ART. 5. — Dans chaque chef-lieu de circonscription un comptable gestionnaire suit les mouvements du matériel en magasin et est tenu d'en rendre compte.

ART. 6. — Les chefs de circonscription sont responsables des mouvements qu'ils ordonnent.

Ils peuvent dans certaines circonstances dont ils sont juges, sous leur responsabilité, déléguer leur signature.

ART. 7. — Les comptables-gestionnaires ne pourront effectuer aucun mouvement affectant les existants s'il ne résulte d'un ordre écrit du chef de circonscription ou de son délégué sous forme de bon d'entrée ou de sortie détaché d'un registre à souche.

ART. 8. — Par dérogation, les sorties se rapportant à des distributions fréquentes pourront être effectuées sur bons provisoires revêtus de la prise en charge de l'agent réceptionnaire, qui seront centralisés au moins chaque mois par les soins du comptable-gestionnaire sur un bon de sortie définitif au soutien duquel devront être placés les bons provisoires.

ART. 9. — Les bons d'entrée doivent comporter la nature de l'opération, la désignation des matières et objets, l'espèce des unités, la quantité, le prix de chaque article, la somme totale, la déclaration de prise en charge du comptable-gestionnaire (la date de prise en charge devant concorder avec la date de l'ordre donné par le chef de circonscription ou son représentant).

Les bons de sortie doivent indiquer entre autre la destination des matières et objets, l'espèce des unités, la quantité, le prix de l'unité, la somme totale et récépissé de la partie prenante ou certification du mouvement exécuté.

Dans chaque décompte les fractions de centimes sont négligées.

ART. 10. — A moins d'un ordre écrit ou d'instructions spéciales données par le chef de circonscription ou son délégué, les matières et objets en magasin doivent être délivrés suivant l'ordre d'ancienneté et les objets réparés ou ayant servi doivent être distribués les premiers.

CHAPITRE III

PRISE ET REMISE DE SERVICE DES COMPTABLES

ART. 11. — Dans le cas de mutation des comptables la remise et la prise de service donnent lieu, en principe, à un recensement général des matières et objets.

Toutefois, cette opération n'est obligatoire que si elle est demandée par le comptable entrant; celui-ci peut également la demander simplement pour telle ou telle catégorie de matériel.

Les résultats en sont constatés par un procès-verbal de mutation lequel doit comporter obligatoirement les signatures des comptables entrant et sortant et le visa du chef de la circonscription ou de son représentant.

CHAPITRE IV

LIVRES ET ÉCRITURES

Paragraphe 1. — *Approvisionnements en magasin et matériel en service*

ART. 12. — La comptabilité-matières est soumise à la période annale et comprend en conséquence tous les faits accomplis depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre.

ART. 13. — Les mouvements du matériel tant à l'entrée qu'à la sortie du magasin seront constatés au moyen :

- 1^o — d'un Livre-Journal (en quantités);
- 2^o — d'un Grand-Livre (en quantités).

ART. 14. — Les pièces justificatives des entrées et des sorties sont inscrites au Livre-Journal suivant l'ordre chronologique des faits.

Bien que ce registre soit tenu en quantités le prix de l'unité pour chaque article devra néanmoins y être mentionné.

Les pièces justificatives reçoivent un numéro d'ordre d'après leur rang d'inscription sur ce Livre.

La série des numéros d'ordre est unique pour les opérations à charge et à décharge : elle commence au 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre suivant.

Les mouvements ne sont passés en écriture qu'après prise en charge ou réception du récépissé donné par le destinataire.

Les livraisons ou expéditions faites avant le 31 décembre et pour lesquelles le récépissé ne serait donné qu'après cette date sont incorporées dans la gestion de l'année à laquelle correspond la date du récépissé.

Si pour des causes justifiées, des modifications devraient être apportées à certaines inscriptions faites au journal, celles-ci seraient rectifiées à l'encre rouge.

Les grattages et surcharges sont formellement interdits.

Les rectifications faites par rature, en interligne ou par renvoi doivent être certifiées par le comptable et approuvées par le chef de circonscription ou son délégué.

Le Livre-Journal n'est renouvelé qu'une fois terminé, il est arrêté et certifié par le comptable au 31 décem-

bre de chaque année et visé par le chef de circonscription ou son délégué. (Cette opération devra être terminée au plus tard le 28 février suivant).

Il est procédé de même en cas de mutation de comptable à la date de remise du service.

Il doit être coté et paraphé à tous les feuillets par le chef de circonscription.

ART. 15. — Le Grand-Livre est ouvert pour une durée de trois ans et peut comprendre un ou plusieurs volumes suivant les besoins. Un compte spécial y figure pour chaque unité simple ou collective en suivant l'ordre alphabétique.

Tous les articles inscrits au Livre-Journal doivent être immédiatement passés dans les écritures du Grand-Livre, à l'exception des sorties pour cause de livraison ou d'expédition qui n'y sont inscrites qu'après réception du récépissé donné par le réceptionnaire, sans se préoccuper des interversions qui peuvent se produire dans l'ordre des numéros des pièces justificatives.

Pour chaque article le prix de l'unité doit être mentionné ainsi que la valeur de l'existant au 31 décembre.

Les objets détachés que l'on ajoute ou que l'on retire des unités collectives, sont, au fur et à mesure des mouvements, inscrits au-dessous de la désignation de ces unités, en distinguant ceux ajoutés de ceux retirés.

Le libellé des écritures doit être clair et précis, sans grattage ni surcharge. En cas de rature la partie biffée doit demeurer lisible.

ART. 16. — Le Grand-Livre est arrêté chaque année au 31 décembre. Après avoir inscrit toutes les opérations terminées à cette date, il y a lieu de totaliser pour chaque article les entrées (y compris l'existant au 1^{er} janvier) et les sorties, la différence entre le total des entrées et celui des sorties donne l'existant au 31 décembre; il convient d'appliquer à cet existant le prix de l'unité, le produit obtenu donnant la valeur au 31 décembre des quantités restant en charge.

Les décomptes partiels sont arrondis en francs, les fractions de francs égales ou supérieures à cinquante centimes étant comptées pour un franc, les autres sont négligées.

La valeur de l'existant devra être totalisée et reportée à un tableau récapitulatif dressé dans le Grand-Livre.

Pour le décompte des unités collectives, il devra être tenu compte de la valeur des objets qui auraient été ajoutés ou retirés pendant l'année de gestion.

L'évaluation du matériel restant en charge au 31 décembre devra être terminée au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

ART. 17. — Chaque article est porté dans les écritures d'après son prix de revient exprimé en francs et en centimes, les fractions de centimes étant négligées; celui-ci correspond à celui d'achat; de cession ou de cession majoré de tous les frais accessoires payés ou à payer en plus du prix principal (transport à l'intérieur, manutention etc...).

Les frais accessoires sont ajoutés au prix principal sous forme d'un pourcentage fixé à 10% et arrondi en francs à l'unité la plus voisine.

ART. 18. — Les articles dont les dimensions, le poids etc... et les prix de revient sont différents sont portés dans les écritures sous un compte spécial unique à charge par le chef de la circonscription de fixer en cours ou en fin d'année un prix moyen unique.

Il est même possible d'unifier certains prix au moment de la prise en charge quand les factures ou pièces de même nature mentionnent des articles similaires ou des prix différents.

Le prix moyen est basé dans tous les cas sur la valeur totale des matières ou objets divisée par le nombre de ces objets ou par le volume, poids etc... de ces matières.

Le chiffre de l'unité à prendre comme point de départ pour l'année suivante doit être exprimé en francs et centimes, sans fraction de centimes.

Cette unification est effectuée par changement de classement dans les conditions prévues à l'article 21.

CHAPITRE V

APPROVISIONNEMENTS EN MAGASIN ET MATÉRIEL EN SERVICE PIÈCES JUSTIFICATIVES

Paragraphe 1^{er}. — *Prescriptions générales*

ART. 19. — Les matières et objets entrant en magasin ou en sortant sont portés dans les écritures sur l'ordre qui en est donné par le chef de circonscription ou son délégué ainsi qu'il est dit plus haut.

Paragraphe 2. — *Changements de classification*

ART. 20. — Le changement de classification constitue une opération qui ne doit entraîner aucun changement de prix dans la valeur du matériel. Il donne lieu à l'établissement de deux pièces portant la même date, l'une justifiant la sortie, l'autre l'entrée et se référant l'une à l'autre.

Les changements de classification sont effectués dans les cas suivants :

1^o — Quand il est reconnu que les matières, denrées et objets ont été portés dans les écritures sous une désignation inexacte ;

2^o — Pour composer ou disloquer une unité collective.

Les changements de classification effectués en vertu de ce paragraphe donnent lieu à l'établissement de pièces justificatives décomptées.

Paragraphe 3. — *Changements de classements*

ART. 21. — Les opérations de cette nature sont des changements de désignation entraînant une modification dans les prix. Elles peuvent être motivées :

1^o — Soit par l'intérêt et la possibilité qu'il y aurait à utiliser sous un nouveau classement un matériel sans emploi sous son classement primitif ;

2^o — Soit en ce qui concerne une unité collective par suite de modification survenue dans la composition de cette unité ;

3^o — Soit quand des animaux pris en charge à leur naissance changent de dénomination et de valeur ;

4^o — Soit pour unifier les prix d'objets similaires existant dans les écritures à des prix différents.

Cette unification se fait dans les conditions déterminées à l'article 18.

Dans le premier, le deuxième et le troisième cas, ils sont effectués sur l'ordre du chef de la circonscription.

Ils donnent lieu, dans tous les cas, à établissement d'un bon de sortie, justifiant la sortie, l'autre d'un bon d'entrée sous le nouveau classement et se référant l'une à l'autre. Ces pièces justificatives doivent porter la même date.

En ce qui concerne l'alinéa 3 le gérant du troupeau qui doit être en principe un agent indigène du service vétérinaire ou à défaut un agent indigène de

l'agriculture est tenu de signaler au chef de la circonscription tout événement entraînant une modification dans la composition du troupeau (naissance, décès, pertes, ventes). Le commandant de cercle ou le chef de subdivision après constatation du fait devant un ou deux témoins, établit un procès-verbal précisant la cause et la date de l'événement, le sexe de l'animal et se prononce, le cas échéant, sur la responsabilité encourue par le gérant du troupeau ou, s'il y a prêt, sur la responsabilité du bénéficiaire de ce prêt.

Les procès-verbaux sont établis en quatre expéditions dont l'une est destinée au gérant du troupeau, une au chef de circonscription et deux au Commissaire de la République (Inspection vétérinaire).

Le troupeau administratif est pris en charge par le gérant qui en tient la comptabilité d'ensemble sous le contrôle du chef de la circonscription.

Paragraphe 4. — *Erreurs et omissions*

ART. 22. — Lorsqu'un comptable constate soit au cours d'une vérification, soit à l'occasion de tous autres faits, des erreurs ou omissions d'entrées ou de sorties, il procède immédiatement à leur inscription.

Si les erreurs ou omissions se rattachent à des bons d'entrées ou de sorties déjà établis, ceux-ci sont simplement modifiés en conséquence.

Si les erreurs ou omissions sont constatées après les arrêts annuels il est établi au titre de l'année suivante de nouveaux bons d'entrées ou de sorties redressant ces erreurs ou omissions.

Les nouvelles pièces se réfèrent à celles sur lesquelles les erreurs ou omissions ont été commises et spécifient nettement les motifs de leur établissement.

Paragraphe 5. — *Réforme de matériel*

ART. 23. — Lorsque des matières ou objets sont présumés ne plus pouvoir servir à l'usage auquel ils étaient destinés, le comptable en dresse un état et le remet au chef de circonscription qui provoque la réunion d'une commission qui, présidée par lui-même ou son représentant, agit alors en qualité de commission de condamnation.

Celle-ci prononce, le cas échéant, la condamnation des dits matières ou objets en indiquant s'ils doivent être détruits ou vendus.

Un bon de sortie concernant les matières et objets condamnés est établi sur le vu du procès-verbal de la commission lequel est transmis au chef-lieu aux fins d'approbation par le chef du bureau des finances et du matériel.

Paragraphe 6. — *Consommations courantes*

Ne sont pas prises en charge par les comptables-gestionnaires :

1^o — Les matières et objets consommables nécessaires à la propreté et à l'entretien du matériel en magasin et en service et au fonctionnement des bureaux ;

2^o — Le petit outillage de consommation courante dont la valeur n'excède pas 100 francs, les effets d'habillement, d'équipement et les objets de campement ;

3^o — Les objets de faible importance et de consommation courante, c'est-à-dire ceux susceptibles d'être facilement démolis ou cassés sans réparation possible ou d'être rapidement détériorés ou usés tels que verrerie, vaisselle, tasses, soucoupes etc. ;

4^o — Les objets quelconques qui sont attachés à demeure dans les bâtiments c'est-à-dire qui sont scellés aux murs, plafonds ou sol ou qui ne peuvent

être détachés sans être fracturés ou détériorés, ou sans détériorer la partie de l'immeuble à laquelle ils sont fixés;

5° — Les objets susceptibles d'être considérés comme partie intégrante des bâtiments ou emplacements dans lesquels ils se trouvent, soit parce qu'ils y occupent une situation nécessaire, telle que leur absence ne puisse passer inaperçue, soit parce qu'ils ne peuvent être enlevés sans qu'il reste trace visible de leur existence antérieure;

6° — Les machines fixées (on comprend sous cette dénomination non seulement celles qui sont fixées au fond comme il est indiqué ci-dessus, mais les machines reposant sur des bâtis spéciaux, les machines à vapeur, les transmissions de mouvement et autres machines ou appareils spécialement affectés aux locaux dans lesquels ils sont placés);

7° — Les publications ou documents tels qu'annuaires, journaux officiels, périodiques, revues etc...

La mise à la disposition d'un tiers des matières et objets visés aux alinéas ci-dessus, à l'exception du 7^e donnent lieu à remise au comptable-gestionnaire par la partie prenante d'un récépissé tenant lieu de décharge.

Paragraphe 7. — Dispositions spéciales aux comptables-gestionnaires et aux détenteurs de matériel en service

ART. 25. — Les comptables-gestionnaires sont choisis parmi les agents indigènes en service dans les chefs-lieux des cercles ou subdivisions par les chefs de circonscription, leur désignation est effectuée sous la forme de note de service établie par le chef de cette circonscription.

La responsabilité de ces comptables ne s'étend qu'au matériel en magasin dont ils sont réellement détenteurs.

Quand du matériel figurant à leur Grand-Livre est mis à la disposition d'un tiers, soit pour les besoins du service, soit pour son usage personnel, il en est établi un inventaire signé du comptable-gestionnaire et reconnu exact par le détenteur effectif.

Une expédition de cet inventaire est conservée par le comptable, l'autre est remise au détenteur qui est alors responsable du matériel qu'il détient.

Cet inventaire est arrêté au 31 décembre de chaque année et signé par les deux parties intéressées après vérification qui doit avoir lieu au plus tard dans les deux mois qui suivent la date précitée.

Dispositions spéciales sur les véhicules automobiles

ART. 26. — Chaque voiture devra être munie d'un carnet de route, à tenir par un agent indigène du cercle ou de la subdivision, qui comportera au commencement un certain nombre de pages libres sur lesquelles seront inscrits au jour de l'application du présent arrêté à moins que ces références ne soient déjà portées :

- a) Le numéro de la voiture,
- b) Son type,
- c) Le nombre de kilomètres déjà parcourus,
- d) Les principales réparations et pièces changées, y compris les pneus et les chambres à air.

Les pages suivantes seront consacrées aux parties du véhicule.

Pour chaque sortie les indications suivantes devront être portées à la fin de chaque mois tout au moins :

- a) Date de la sortie,
- b) Destination,
- c) Nombre de kilomètres parcourus,
- d) Quantité d'essence et huile consommée.

Une copie de ces indications devra être transmise mensuellement au chef du bureau des finances avant le 20 de chaque mois.

Pour assurer une tenue matérielle correcte des carnets de route tous les mouvements des véhicules et autres renseignements prescrits devront être portés à l'encre, journellement, sur un petit cahier par les chauffeurs des dits véhicules.

Ce document sera communiqué en fin de chaque mois à l'agent chargé de la comptabilité des voitures pour lui permettre de les reporter sur le carnet de route.

ART. 27. — La comptabilité des carburants, ingrédients et accessoires est tenue conformément aux présentes instructions.

ART. 28. — Toutes les voitures envoyées en réparation au chef-lieu devront être munies de leur carnet de route et accompagnées de tous les renseignements relatifs à la réparation à effectuer.

CHAPITRE VI

REDDITION DES COMPTES

ART. 29. — Au 31 décembre de chaque année, le comptable-gestionnaire arrête son Grand-Livre après y avoir inscrit toutes les opérations terminées à cette date et suivant les dispositions qui précèdent : ce travail doit être terminé le 30 avril suivant au plus tard (Article 16 ci-dessus).

Les quantités restant en compte au 31 décembre servent de point de départ à la comptabilité de l'année suivante.

Après avoir totalisé par nature d'objet ou matière la valeur des existants au 31 décembre, ils établissent un compte de gestion donnant l'existant au 1^{er} janvier précédent et le reste au 31 décembre.

CHAPITRE VII

DATE D'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

ART. 30. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1941 annule et remplace toutes dispositions antérieures.

ART. 31. — Le chef du bureau des finances, les commandants de cercle et les chefs de subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Cadres locaux indigènes

Permissions

ARRETE N° 481 modifiant le paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté n° 305 du 1^{er} juin 1938.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} mai 1934 réglant le statut du personnel des cadres locaux indigènes des travaux publics, de la T. S. F., des chemins de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} juin 1938 portant modifications aux conditions de recrutement et de permission du personnel des cadres locaux indigènes du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté n° 305 du 1^{er} juin 1938 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Des permissions annuelles de quinze jours avec traitement peuvent être accordées en une ou plusieurs fois, par décision du Commissaire de la République, aux agents des cadres locaux indigènes après avis de leur chef de service ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Magasin des approvisionnements généraux

ARRETE N° 502 portant modification à l'article 2 de l'arrêté n° 705 du 27 décembre 1939 concernant le magasin des approvisionnements généraux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 17 juin 1924 réglementant le magasin général, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant et notamment les arrêtés n° 705 du 27 décembre 1939 et n° 18 du 11 janvier 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 27 décembre 1939 susvisé, il pourra être acheté du ciment au compte du magasin général.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Affectations

Par décisions des :

18 novembre 1940. — Pendant l'absence de M. Chabanon, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, remis temporairement à la disposition de l'autorité militaire, M. Perret, adjoint principal hors classe des

services civils, est chargé provisoirement des fonctions de commandant de la subdivision administrative de Lama-Kara et de président du tribunal du 1^{er} degré de ladite subdivision.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires lui est conféré.

19 novembre 1940. — Le médecin-lieutenant Chipaux, médecin-chef de la subdivision sanitaire Lomé-Tsévié, est chargé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, du contrôle des services de la subdivision sanitaire d'Anécho.

20 novembre 1940. — Le capitaine d'infanterie coloniale Le Mestre, commandant l'ensemble des forces du Togo, est nommé, pour compter du 20 novembre 1940, chef du bureau militaire, en remplacement de M. Moal, administrateur des colonies.

M. Terrac, adjoint principal de 2^e classe des services civils, actuellement en service au bureau des finances et du personnel, est nommé agent spécial, et dépositaire-comptable de la subdivision d'Atakpamé et surveillant-chef de la prison d'Atakpamé (cercle du centre), en remplacement de M. Dantec, adjoint principal de 2^e classe des services civils, remis à la disposition de l'autorité militaire.

M. Terrac devra rejoindre son poste par le régulier du 29 novembre 1940.

22 novembre 1940. — M. Micheletti, commis de 3^e classe des services financiers de l'A. E. F., mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo, par radiotélégramme n° 327 du 15 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française, est affecté au bureau des finances et du personnel.

M. Venault, ingénieur-adjoint de 4^e classe des travaux publics des colonies, est nommé chef du service du matériel et de la traction, en remplacement de M. Nouvel, inspecteur de 1^{re} classe du matériel et de la traction du chemin de fer du Togo, en instance de départ en congé administratif.

M. Mandon, surveillant de 2^e classe des travaux publics du Togo, est nommé provisoirement chef de la subdivision des travaux publics du nord, en remplacement de M. Venault, appelé à d'autres fonctions.

23 novembre 1940. — M. Micheletti, commis de 3^e classe des services financiers de l'A. E. F., est nommé, à compter du 1^{er} décembre 1940, gérant-comptable du magasin général et agent transitaire du service local, en remplacement de M. de Guise, adjoint des services civils.

PERSONNEL INDIGÈNE

Retraite

Par arrêté n° 482 du :

24 novembre 1940. — L'infirmier-major de 3^e cl. Reinhard Doh, en service à la formation sanitaire de Palimé, est admis d'office à faire valoir ses droits à une allocation de retraite pour ancienneté à compter du 1^{er} janvier 1941.

DIVERS**Commission**

Par décision n° 703 du :

24 novembre 1940. — La commission prévue à l'article 5 de l'arrêté du 30 octobre 1934 susvisé, pour donner son avis dans la fixation des tarifs de l'indemnité de zone à attribuer en 1941 est fixée comme suit :

M. Moal, administrateur des colonies	Président
M.M. Sanson, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et du personnel,	
Maillet, adjoint principal des services civils des colonies, représentant les fonctionnaires des cadres généraux,	Membre
Ginet, commissaire de police, représentant les fonctionnaires des cadres locaux,	
Dossou, commis principal hors classe, représentant les fonctionnaires des cadres locaux indigènes.	Membres représentant le personnel

M. Ginet remplira les fonctions de secrétaire.

La commission, qui se réunira sur la convocation de son président, dressera procès-verbal de ses travaux.

Contrôle des stocks et surveillance des prix

Par décision n° 697 du :

22 novembre 1940. — Sont nommés membres de la brigade mobile de contrôle des stocks et surveillance des prix :

M.M. Ginet, commissaire de police,
Astier, brigadier des douanes de 1^{re} classe,
Suhubiette, brigadier des douanes de 3^e classe,
Pauc, agent d'hygiène contractuel,
Angeletti, surveillant principal des T. P.,
Maugis, adjoint des services civils.

Les agents ci-dessus désignés devront prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

M. Ginet, est nommé chef de la susdite brigade et chargé de la coordination des renseignements et de l'organisation des recherches.

Enseignement

Par décision n° 687 du :

19 novembre 1940. — Est modifiée comme suit la décision n° 632 du 31 octobre 1940 nommant la commission centrale de l'examen du certificat d'études primaires élémentaires :

Président :

M. L'administrateur des colonies, chef du cabinet du Commissaire de la République.

Vice-Président :

M. Pallarès, inspecteur p. i. de l'enseignement.

Membres :

Mme. Patanchon, institutrice principale hors classe,
M.M. Atayi Salomon, instituteur principal de l'A. O. F.,
Ankrah David, instituteur auxiliaire de l'A.O.F.,
Freitas Paulin, instituteur-adjoint de 3^e classe,
Ananou David, instituteur stagiaire,

Mme. la Directrice de l'école de Notre-Dame des Apôtres de Lomé,

M. Faure, directeur des écoles de la mission évangélique,

Le R. P. Riegert, directeur des écoles de la mission catholique,

M. Sylvanus Olympio, notable togolais.

Secrétaire :

M. Savi de Tové, agent togolais de l'administration.

Elle se réunira sur la convocation de son président pour procéder à la correction des épreuves écrites.

Huissier et porteur de contraintes

Par arrêté n° 477 du :

22 novembre 1940. — M. Ginet Henri, commissaire de police, est nommé huissier et porteur de contraintes pour la ville de Lomé, en remplacement de M. Réhart, commissaire principal de police.

Textes publiés à titre d'information**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Loi fixant le régime normal des engagements et engagements des Français.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — A dater de la publication de la présente loi, et sous réserve des modalités particulières de certains contrats prévus par la législation en vigueur, le régime normal des engagements et engagements des Français est fixé comme suit :

TITRE PREMIER**ENGAGEMENTS**

ART. 2. — Tous Français peuvent être autorisés à contracter un engagement aux conditions suivantes :

1^o — Avoir 18 ans révolus;

2^o — Pour servir dans les unités métropolitaines, souscrire un contrat de trois ans.

Pour servir dans les unités coloniales, souscrire un contrat d'une durée telle que leur séjour hors de France puisse être de trois années à partir de l'âge de 19 ans, cette dernière condition ne s'appliquant pas aux jeunes gens résidant aux Colonies ou dans les Pays de protectorat ou Territoires à mandat, s'ils s'engagent dans les corps de troupes stationnés dans le pays qu'ils habitent.

3^o — N'être pas mariés;

4^o — Ne se trouver dans aucun des cas visés par les articles 4 et 5 de la loi du 31 mars 1928, relative au recrutement de l'armée et n'avoir jamais été condamné pour vol, recel, escroquerie, abus de confiance ou comme souteneur;

5^o — Jouir de leurs droits civils;

6^o — Pour les jeunes gens de moins de 20 ans, être, en principe, pourvus du consentement de leur père, mère ou tuteur. En cas de divorce ou de séparation de corps, le consentement de celui des époux auquel la garde a été confiée est nécessaire et suffisant.

L'engagé est tenu de produire un extrait de son casier judiciaire.

Dans le cas où il ne peut justifier qu'il remplit les conditions énumérées ci-dessus, l'engagement souscrit n'est que provisoire; l'intéressé est personnellement lié au service, mais le contrat ne devient définitif et n'apporte d'effet rétroactif que lorsque l'intéressé est reconnu satisfait à toutes les conditions requises.

Dans le cas contraire, l'engagement est annulé.

L'engagement est également annulé faute de la production des justifications nécessaires avant l'expiration du troisième mois de présence effective de l'engagé à son corps.

Les conditions relatives à l'aptitude physique, à l'âge limite des candidats, à l'admissibilité dans les différents corps de l'armée et à l'époque où les engagements peuvent être contractés seront fixées par arrêté du Ministre, Secrétaire d'Etat à la Guerre.

ART. 3. — Le service militaire compte pour les engagés, du jour de la signature de l'acte d'engagement.

Les jeunes gens qui contractent un engagement ont le droit de choisir leur arme et leur corps, sous réserve des conditions d'aptitude physique exigées. Toutefois, le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Guerre peut, dans l'intérêt du service, prononcer le changement de corps et d'arme d'un engagé.

ART. 4. — Les engagements sont souscrits dans la forme d'un engagement résiliable au cours de la première année, à l'initiative de l'autorité militaire et sur la demande des intéressés, dans des conditions qui seront fixées par une instruction ministérielle.

TITRE II

RENGAGEMENTS

ART. 5. — Les militaires en activité de service et les militaires libérés depuis moins de deux années peuvent, avec le consentement du conseil du régiment dans lequel ils désirent servir, s'ils sont sous-officiers, ou des chefs de corps, s'ils sont caporaux-chefs, caporaux ou soldats, et sauf recours hiérarchique au Ministre, Secrétaire d'Etat à la Guerre contre le refus de ce consentement, contracter des rengagements de 1 an, 2 ans et 3 ans renouvelables, portant la durée de leur service à :

cinq ans s'ils sont hommes de troupe, cette durée pouvant être portée à huit ans pour certains spécialistes servant outre-mer et désignés par le Secrétaire d'Etat à la Guerre;

dix ans s'ils sont caporaux-chefs ou brigadiers-chefs;

quinze ans s'ils sont sous-officiers.

Eventuellement, les militaires en activité de service pourront contracter un rengagement pour le temps, décompté en mois et jours, nécessaire pour parfaire à 5, 8, 10, 15 ans suivant le cas, la durée de leurs services.

En ce qui concerne les troupes coloniales, la durée du rengagement devra être telle que l'intéressé puisse accomplir au cours de ce rengagement un séjour colonial complet.

ART. 6. — Nul ne peut se rengager s'il se trouve dans l'un des cas visés au paragraphe 4 de l'article 2 de la présente loi.

Tout rengagement qui aurait été contracté contrairement à cette disposition sera considéré comme nul et de nul effet.

Les autres conditions qu'il sera, dans l'intérêt de l'armée, nécessaire de remplir pour pouvoir se rengager seront fixées par le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Guerre.

ART. 7. — Le contrat de rengagement prend effet au lendemain du jour où l'intéressé aurait dû être libéré s'il s'agit d'un militaire en activité de service, le jour de la signature de l'acte s'il s'agit d'un militaire libéré.

ART. 8. — Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre peut, dans l'intérêt du service, prononcer le changement de corps et d'arme d'un rengagé.

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES AUX ENGAGÉS ET RENGAGÉS

ART. 9. — Les engagements et rengagements sont contractés dans des conditions et sous des formes qui seront fixées par arrêté du Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre.

ART. 10. — Le nombre de militaires servant par contrat dans chaque corps de troupe peut atteindre la totalité des effectifs.

ART. 11. — La solde des militaires servant par contrat est fixée par décret.

ART. 12. — Les militaires qui contracteront un engagement ou un rengagement au titre de la présente loi ont droit à une prime dont le taux varie avec la durée des services dans la limite totale de cinq ans; cette limite est portée à dix ans pour les militaires de certains corps désignés par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre.

ART. 13. — Le taux et les modalités de paiement des primes sont fixés par décret.

Si, dans le cours d'un engagement ou d'un rengagement, le tarif des primes vient à être augmenté, le militaire bénéficie du tarif nouveau pour le temps de service qui reste à accomplir d'après son contrat en cours; il en est de même en cas d'affectation à un corps où le tarif est plus élevé.

Si le tarif des primes vient à être diminué, le militaire continue à bénéficier du tarif en vigueur lors de la signature de son contrat.

ART. 14. — Tout militaire engagé ou rengagé sous le régime de la présente loi a droit de recevoir au moment de sa libération et sous réserve d'avoir accompli au moins trois ans et moins de quinze années de services, un pécule variable suivant la durée des services accomplis, dont le taux et les modalités de paiement sont fixés par décret.

Toutefois, le bénéfice du pécule pourra, en cas de faute grave, être refusé, après avis du Conseil de régiment, par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre ou l'autorité qu'il désignera à cet effet.

En cas de reprise de service, les militaires ayant précédemment perçu un pécule ne pourront prétendre qu'à un pécule complémentaire calculé sur la nouvelle tranche de services effectifs ininterrompus. Au cas où des militaires ayant perçu le pécule viendraient ultérieurement à avoir droit à pension, le pécule sera, soit reversé par eux, soit retenu sur les arrérages de la pension, dans des conditions qui seront fixées par décret.

ART. 15. — Les militaires ayant servi pendant une durée d'au moins cinq années, à l'exclusion de ceux

ayant bénéficié d'un pécule, pourront être réemployés dans une administration de l'Etat ou d'une collectivité publique dans des conditions qui seront fixées par une loi spéciale.

ART. 16. — Tout militaire engagé ou rengagé pourra, en cas de faute grave, être rayé des contrôles de l'armée active par décision du Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre prise sur avis du Conseil de discipline.

ART. 17. — En cas d'indisponibilité pour raison de santé, tout militaire engagé ou rengagé pourra être mis en congé pour une durée d'un mois au moins et de six mois au plus en une ou plusieurs fois.

Il ne pourra être accordé plus de six mois de congé pour raison de santé au cours d'une période d'une année. Tout engagé ou rengagé dont l'état de santé nécessiterait un nouveau congé sera obligatoirement réformé.

Au cours du ou des congés accordés, l'intéressé percevra la solde et les accessoires de solde de son grade. Ce bénéfice sera toutefois réduit des deux cinquièmes à partir du quatrième mois de congé obtenu dans une même période d'une année.

Le temps passé en congé est admis comme service effectif à tous égards.

ART. 18. — Tout militaire engagé ou rengagé peut être réformé par congé n° 1 (cause imputable au service) ou par congé n° 2 (cause non imputable au service) par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre ou l'autorité déléguée à cet effet statuant sur les propositions d'une Commission de réforme et le rapport des autorités hiérarchiques.

Le contrat d'un militaire réformé est résilié de plein droit.

En cas de réforme par congé n° 1, l'intéressé peut opter :

Soit pour la pension composée prévue à l'article 59 de la loi du 31 mars 1919, quand l'invalidité résulte d'un service de guerre;

Soit pour la perception d'une solde de réforme égale au montant de la pension proportionnelle du grade pendant une durée égale à celle des services effectifs, à laquelle viendra s'ajouter la pension d'invalidité au taux de soldat de la loi du 31 mars 1919, lorsque l'invalidité résultera d'un service de guerre;

Soit pour la pension d'invalidité au taux du grade de la loi du 31 mars 1919, cette pension restant acquise en tout état de cause lorsque cesse le droit à la solde de réforme.

L'intéressé recevra, en outre, le pécule, à moins qu'il n'opte pour un emploi réservé.

En cas de réforme par congé n° 2, l'intéressé pourra, s'il a servi au moins cinq ans, opter entre le pécule et une solde de réforme égale au montant de la pension proportionnelle du grade et perçue pendant une durée égale à celle des services effectifs.

Dans tous les cas visés au présent article, le droit à la prime n'est acquis que dans la limite où le contrat a été exécuté, toutefois, la partie de la prime déjà perçue reste acquise.

ART. 19. — Les dispositions nécessaires à la mise en application de la présente loi, ainsi que celles fixant les mesures transitoires à adopter pour le passage au régime des engagements et rengagements prévus par les articles précédents, seront fixées par arrêté.

ART. 20. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

ART. 21. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables à la Gendarmerie.

ART. 22. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 5 octobre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le Général d'Armée,
Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre,*
Général HUNTZIGER.

Le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances,
YVES BOUTHILLIER.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1143, déposée le 22 novembre 1940 la dame Emilia Victoria Van-Lare, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant tant en son nom personnel en qualité de co-proprétaire que comme chargée de l'administration des biens des ci-après nommés composant la succession de feu Frank Vador Van-Lare :

- 1° — Grâce Van-Lare, née le 15 septembre 1921 à Palimé;
- 2° — Samuel Van-Lare, né le 22 juin 1922 à Palimé;
- 3° — Charles Van-Lare, né le 3 octobre 1924 à Lomé;
- 4° — Mercy Van-Lare, née le 1^{er} juin 1926 à Lomé;
- 5° — Cleland Van-Lare, né le 5 septembre 1929 à Lomé;

a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 2 ares 20 centiares, situé à Lomé, quartier n° 1, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Nelson Tamakloé et aux héritiers Seddoh, à l'est par terrain à la U. A. C., au sud par la rue du grand marché, à l'ouest par terrain à Henrietta Baéta.

Elle déclare que le dit immeuble appartient aux susnommés et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
Pic.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 7 janvier 1941 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, subdivision d'Atakpamé, cercle du centre, consistant en un terrain urbain, en forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel sont édifiées deux constructions en dur, à usage d'habitation, d'une contenance de 14 ares 59 centiares et borné au nord par un passage, au sud par terrain à John Apenya, à l'est par la rue du cimetière, à l'ouest par un passage dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Peter Nyadanu, profession d'employé de commerce, demeurant à Atakpamé, agissant en son nom personnel, suivant réquisition du 22 octobre 1940, n° 1138.

Le mardi 7 janvier 1941 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, subdivision d'Atakpamé, quartier Blakpa, cercle du centre, consistant en un terrain urbain, en forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel sont édifiées quatre constructions en dur, à usage de commerce et d'habitation, d'une contenance de 6 ares 34 centiares et borné au nord par la rue de la Marne, à l'est par le titre 77 d'Atakpamé, au sud par la maison G. B. Ollivant, à l'ouest par la place du marché dont l'immatriculation a été demandée par les sieurs Félix Foli Adamah, planteur à Lomé, agissant en son nom personnel, et Aloysius K. Seddoh, employé de commerce, domicilié à Lomé, agissant tant en son nom personnel comme co-proprétaire que comme chargé des biens de la collectivité Patrick Tretu Seddoh, suivant réquisition du 25 octobre 1940, n° 1139.

Le mercredi 8 janvier 1941 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, subdivision d'Atakpamé, quartier Lom-Nava, cercle du centre, consistant en un terrain urbain, en forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel sont édifiées trois constructions en matériaux durs, couvertes en tôle, à usage d'habitation, d'une contenance de 16 ares 25 centiares et borné au nord par terrain à John Waklatsi, à l'est par une rue non dénommée, au sud par terrain à Komla Ahadji, à l'ouest par terrain à Jean Abalo dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gabriel Alipui, employé de commerce, domicilié à Atakpamé, agissant en son nom personnel, suivant réquisition du 29 octobre 1940, n° 1140.

Le jeudi 9 janvier 1941 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Adjahoun, subdivision d'Atakpamé, cercle du centre, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, planté de caféiers et palmiers, d'une contenance de 38 ares 59 centiares et borné au nord par terrain à Raymond Kossi, à l'est par terrain à Orzon et Raymond Kossi, au sud par la route de Palimé, à l'ouest par terrain à Alex. Omou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Aduayi, commis auxiliaire d'administration à Atakpamé, agissant en son nom personnel, suivant réquisition du 29 octobre 1940, n° 1141.

Le mercredi 8 janvier 1941 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, subdivision d'Atakpamé, quartier Lom-Nava, cercle du centre, consistant en un terrain urbain, en forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel est édifiée une construction en terre de barre, couverte en tôle, à usage d'habitation, d'une contenance de 9 ares, et borné au nord par un terrain vide, à l'est par terrain à Vincent Lawson, au sud par terrain à Pierre A. Gada, à l'ouest par terrain à Michel Pognon dont l'immatriculation a été demandée par les sieurs : 1^o — Léo Mensah, 2^o — Christophe Mensah, tous deux profession d'entrepreneur de transports, domiciliés à Atakpamé, agissant en leur nom et pour leur compte personnel, suivant réquisition du 29 octobre 1940, n° 1142.

Le conservateur de la propriété foncière,
Pic.

Avis au public

Les frères et sœur :

Cornelius Jacques ANTHONY
Vinolia Cléopatria ANTHONY

font connaître au public que le sieur Norbertus Agbota ANTHONY, demeurant et domicilié à Lomé, rue d'Amoutivé, n'a aucune procuration régulière pour procéder à des ventes de terrains relevant de la succession de feu Timothy Agbetsiafa ANTHONY, de son vivant propriétaire-planteur à Lomé, et que toute personne qui traiterait avec le dit Norbertus A. ANTHONY, en vue de l'acquisition de ces terrains, le ferait à ses risques et périls.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

VENTE

sur SAISIE-IMMOBILIERE

Il sera procédé, le Vendredi dix-sept Janvier mil neuf cent quarante et un, à huit heures du matin, à l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, séant en ladite ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

IMMEUBLE URBAIN BATI

sis à PALIME (Cercle de KLOUTO), immatriculé au Livre Foncier du Cercle de KLOUTO, sous le numéro Quatre vingt treize, Volume I, Folio 94, consistant en un terrain urbain bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant deux constructions à usage d'habitation, d'une surface de Dix-neuf ares et Soixante seize centiares, confrontant au Nord terrain à Kokou Tamakloe, à l'Est un Chemin non dénommé allant vers la route de Nyongbo, au Sud un passage et à l'Ouest des terrains à Avouzi et Venceslaus.

Cet immeuble a été saisi à la requête de la Société à responsabilité limitée « THE UNITED AFRICA COMPANY LIMITED » au capital de £ 15.731.600, dont le siège social est à LONDRES (Angleterre), ayant un principal établissement à LOME (Togo), poursuites et diligences de Mr. Sylvanus OLYMPIO, son Agent fondé de pouvoirs pour le Togo, ayant pour Avocat-défenseur Maître Raymond VIALE, en l'étude duquel domicile est élu;

Sur le sieur Valentin Victor MENSAH, Acheteur de produits, demeurant et domicilié à PALIME, en vertu :

1^o — de la grosse en forme exécutoire d'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal de Première Instance de LOME, à la date du Vingt neuf Mars mil neuf cent trente cinq, enregistré à LOME, le quatre Avril mil neuf cent trente cinq, folio sept, numéro cinquante cinq;

2^o — d'un certificat d'inscription d'une hypothèque de Quarante mille francs, grevant l'immeuble faisant l'objet du Titre Foncier numéro Quatre-vingt-treize du Livre Foncier du Cercle de KLOUTO, ledit certificat d'inscription en date à LOME du Quatre Janvier mil neuf cent trente deux;

3^o — d'un pouvoir spécial sous seing privé en date du Quatorze Octobre mil neuf cent quarante,

lequel pouvoir enregistré à LOME, le Vingt-quatre Octobre mil neuf cent quarante, folio 53, numéro 533;

4^o — d'une ordonnance rendue sur requête à la date du dix-huit Octobre mil neuf cent quarante, par Monsieur l'Administrateur en Chef des Colonies, Commandant le Cercle du Centre, commettant aux fonctions d'Huissier, Mr. MENEAU Jean, Adjoint des Services Civils, demeurant à PALIME, enregistrée;

5^o — d'un commandement valant saisie-immobilière du Ministère de Mr. MENEAU Jean, faisant fonctions d'Huissier à PALIME, en date du 24 Octobre 1940, visé le même jour par Monsieur le Chef de la Subdivision de PALIME et le 25 Octobre 1940 par Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière pour transcription, ledit commandement enregistré le 24 Octobre 1940, F^o 5, Numéro 7.

L'Adjudication aura lieu sur la mise à prix de : **DIX MILLE FRANCS** (Frs. 10.000,00), fixée par la créancière poursuivante.

Fait et rédigé par l'Avocat-défenseur soussigné :

R. VIALE.

Pour tous renseignements, s'adresser à Me Raymond VIALE, Avocat-défenseur à LOME, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOME, où le Cahier des charges a été déposé.